

# **DÉSORDRE, DÉSORDRES**

## **LE DISCOURS DU DÉSORDRE INTERNATIONAL**

PAR

CAO-HUY Thuan

*Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne*

Introduisant le débat sur les désordres internationaux, il me semble difficile d'esquiver le premier travail théorique qui s'impose, celui de la définition des concepts. Or le terme "*désordres*" exige d'emblée une précision : peut-on vraiment parler de "désordres" sans parler du "désordre" ? Quels rapports y a-t-il entre le mot au singulier et le mot au pluriel ? Quelles distinctions faudra-t-il faire ?

Les ouvrages de Relations internationales nous seront de peu d'aide à cet égard : le désordre n'est pas un thème en soi. Lorsqu'il est invoqué, c'est en se référant à l'ordre qui, lui, est un concept fondamental. C'est lui qu'il s'agit donc de définir, non son contraire. Première remarque, par conséquent, toute banale, mais qui se présente immédiatement à l'esprit : on ne peut comprendre le désordre indépendamment de l'ordre qui existe ou qu'on souhaite exister.

Mais une autre objection vient tout aussi spontanément : les désordres ne se rapportent-ils pas, eux aussi, à l'ordre existant ou souhaité ? Existe-t-il donc une logique nous permettant de saisir les nuances du mot au singulier et du mot au pluriel ? Il semble en tout cas qu'il faille inévitablement tout commencer par l'ordre. Mais voilà qu'une troisième remarque s'impose : l'ordre pour les uns ne risque-t-il pas d'être le désordre pour les autres ? Et si l'on ne peut se mettre d'accord sur ce qu'est l'ordre, comment peut-on comprendre ce qu'est le désordre ou ce que sont les désordres ?

La conclusion arrive d'elle-même et elle n'est guère originale : faute de comprendre ce qu'est *objectivement* le désordre, la seule manière scientifique d'appréhender ce concept est de l'étudier dans les discours. C'est ce que nous allons faire en distinguant deux manières d'aborder le problème. La première met en cause le système dans son ensemble : *le désordre, c'est l'ordre actuel*. La seconde souligne les éléments perturbateurs sans vraiment s'attaquer au système lui-même : *le désordre, ce sont les désordres actuels*.

### I - LE DÉSORDRE, C'EST L'ORDRE ACTUEL

C'est l'approche la plus radicale, la mieux théorisée. On peut relever trois mouvements d'idées représentatifs de cette approche, trois critiques adressées à l'ordre existant : celles du mouvement des pays non alignés, celles des libéraux, celles du Sud contre le Nord, connues sous la formule du "nouvel ordre économique international". Ces critiques dénoncent respectivement le système de guerre, le système des souverainetés et le système d'injustice et d'inégalité.

#### A) *Le système de guerre*

L'idée fondamentale sur laquelle se sont rassemblés, au cours des années cinquante et soixante, un très grand nombre de pays du tiers-monde dans le mouvement du non-alignement, était que le monde bipolaire dans lequel ils venaient d'entrer reposait sur une menace permanente de guerre totale. Système intolérable, logique de la mort, apologie de la haine, promesse de destruction : tout homme sain d'esprit et attaché à la vie devait lutter contre ce désordre qui régnait jusque dans la pensée même.

Sur quoi, en effet, est fondé ce système de guerre ? Sur la peur, la peur réciproque. La guerre froide prend origine dans ce sentiment et s'enracine de jour en jour un peu plus, la peur entraînant toujours la peur. Se débarrasser de la peur constitue la tâche urgente à laquelle vont s'atteler les pays non-alignés. Ainsi recommande le communiqué de Brioni du 19-7-1956 : Nehru, Tito et Nasser "*réalisent que les conflits et la tension dans le monde actuel ont conduit et conduiront à la peur et aux appréhensions. Aussi longtemps que ces peurs et appréhensions domineront encore le monde, aucune base solide pour la paix ne pourra être établie*"<sup>1</sup>.

Ce discours est surtout celui de l'Inde qui mène le combat. "*Nous ne sommes pas obsédés par la peur, déclare Nehru. Nous ne sommes pas obsédés par la haine contre quelque pays que ce soit. Nous ne sommes même pas obsédés par l'antipathie à l'égard d'aucun pays. Notre esprit est un peu plus*

1. Braillard (Ph.) et Djalili (M.-R.), *The Third World and International Relations*, Frances Pinter (Publishers), London, 1986, p. 106.

*réceptif que celui des autres, qu'ils soient communistes, anticommunistes ou socialistes. Je crois que cela est une vertu qui habite chacun de nous et fait partie de la bonne tradition démocratique. Si cela nous quitte, ce sera un mal pour tout le monde*"<sup>2</sup>.

C'est la peur également qui conduit au système des blocs et la division du monde en blocs perpétue à son tour la peur<sup>3</sup>. La méfiance viscérale derrière laquelle se retranche chacun des protagonistes dans le monde bipolaire amène ceux-ci à faire de la force l'objectif ultime dans une lutte effrénée et de l'équilibre de la terreur le principe cardinal de la conduite stratégique — objectif et principe qui menacent l'humanité d'une destruction totale dont les perspectives sont par ailleurs entretenues par le langage de guerre : "au bord du gouffre", "représailles massives", "extermination"... Illogique, dangereux, perfide, ce système de guerre doit être dénoncé au nom même de l'éthique. Car le désordre dans lequel il s'enfonce est d'abord et surtout de nature morale. "*Une faillite morale complète*", souligne le président Sukarno. Faillite morale, philosophique, politique et sociale, ajoute-t-il<sup>4</sup>.

A l'immoralité de la guerre nucléaire et du culte de la force, il faut substituer une mentalité de paix et de procédures de paix. Dompter la peur est déjà une attitude hautement morale : c'est refuser de prendre part au système des blocs et de se ranger derrière un chef de guerre. Mieux qu'un choix stratégique, cela exprime, selon Nehru, une indignation morale : quelle nation africaine ou asiatique accepterait de se dégrader au rang de satellite d'un camp ou d'un autre ? Par leur refus du système des blocs, ces pays étendent peu à peu les zones de désengagement — les "zones de paix" — réduisant d'autant l'emprise du système bipolaire et préservant d'autant leur souveraineté si chèrement conquise<sup>5</sup>.

Prendre le contre-pied de la logique de la peur conduit aussi à créer un climat psychologique propice aux négociations. Le plus souvent, en effet, celles-ci échouent moins à cause des différences de fond qu'en raison de la manière dont on les aborde ou de la suspicion qui les entoure. Il importe donc d'éveiller un état d'esprit nouveau qui croit à la vertu de la discussion, de la médiation, de l'accommodement, proscrivant la politique de la force et la psychologie de la menace.

Mentalité nouvelle, procédures nouvelles pour résoudre les conflits, fondement nouveau sur lequel sera construit un monde autre que celui de la guerre froide, valeurs morales différentes : le système bipolaire n'aura pas connu, jusqu'à sa disparition, de critiques aussi radicales. Répudiant le système exist-

2. Lyon (P.), *Neutralism*, Leicester Univ. Press, 1963, p. 63.

3. Déclaration de Brioni, citée à la note 1.

4. Lyon (P.), *op. cit.* p. 67 note 23.

5. Voir Cao-Huy Thuan, "Non-alignement et intervention étrangère : l'exemple de l'Inde", in : *Peuples et Etats du Tiers-Monde face à l'ordre mondial*, P.U.F 1978.

tant fondé sur la force et le droit du plus fort, la doctrine du non-alignement pose, pour la première fois, le problème de l'instauration d'un nouvel ordre international. Comme l'a écrit un auteur yougoslave d'autorité, le non-alignement, en tant que mouvement et conception politiques, "*représente une qualité spécifiquement nouvelle, qualité qui apparaît aussi comme un facteur puissant contribuant à la création d'un nouveau système de relations internationales malgré le fait que les pays non-alignés ne jouent ni ne peuvent tous jouer individuellement ce rôle*"<sup>6</sup>.

Reste le problème de savoir si une telle conception est utopique. Pourquoi le serait-elle ? s'indigne un dirigeant yougoslave, Edvard Kardelj. N'a-t-on pas remarqué des effets cruciaux et des tendances positives que le mouvement a fait apparaître dans les relations internationales ? Et "*ce n'est pas une constatation subjective ni un événement éphémère surgissant à un certain moment de la situation internationale, mais un facteur socio-historique de long terme ayant la puissance de l'inévitabilité historique*"<sup>7</sup>.

Opinion qui ne manque pas de force. Mais pour qu'elle emporte vraiment la conviction, il faut attendre jusqu'à la fin de la guerre froide — jusqu'à l'avènement de l'homme qui lui apportera le coup fatal, Mikhaël Gorbatchev. Avec lui, vient le second discours contre le système de guerre qui rappelle singulièrement les critiques des non-alignés. Que dit le père de la pérestroïka<sup>8</sup> ?

En tout premier lieu, un principe fondamental : la guerre nucléaire ne peut être un moyen de parvenir à des objectifs politiques, économiques, idéologiques ou autres. Dès lors, le précepte de Clausewitz selon lequel la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens est devenu irrémédiablement démodé.

En second lieu, un changement radical de la vision du monde : au monde coupé en deux blocs et traversé de luttes et d'actions antagonistes, il faut substituer des notions de tout entier, de globalité, d'intégration et d'interdépendance. Catastrophes nucléaires, calamités écologiques, disparités entre pays riches et pays pauvres, terrorisme, crime, drogue, Sida : ces problèmes sont communs à l'humanité et leur solution dépasse la capacité de chaque Etat. Pour la première fois dans l'histoire, affirme Gorbatchev, s'est fait jour un intérêt commun à toute l'humanité, un intérêt réel et non pas spéculatif ou lointain : celui de la sauver du désastre. La reconnaissance de l'interdépendance générale et du postulat que la civilisation doit survivre relègue au second plan la lutte des classes à l'échelle mondiale. En ce siècle, les valeurs universelles doivent avoir la priorité. L'accent est donc mis sur les valeurs morales universelles qui doivent prévaloir dans les relations internationales.

6. Tadic (B.), "Non-alignment's role in to-day's world", cité par Braillard et Djilili, *op. cit.* p. 127.

7. *Ibid.* p. 128.

8. Gorbatchev (M.), *Pérestroïka, Vues neuves sur notre pays et le monde*, Flammarion, 1987.

Le troisième principe est la reconnaissance du caractère indivisible de la sécurité : si celle-ci n'est pas égale pour tous, personne ne s'estime en sécurité. Le seul fondement solide pour la sécurité est alors la reconnaissance des intérêts de tous les peuples et de tous les pays. Il ne devrait pas y avoir d'effort vers la sécurité pour soi aux dépens des autres. De là découle l'idée que les adversaires doivent devenir partenaires et se mettre à la recherche, en commun, des moyens de parvenir à une sécurité universelle. Pour résoudre les problèmes de la sécurité aussi bien que tous les autres problèmes qui concernent tout le monde, il faut surmonter les différences idéologiques, dépasser la méfiance, changer la notion de menace.

Cette vision d'un monde complexe et interdépendant aboutit, en quatrième lieu, à une autre conception de la guerre et de la paix que celle formulée par Lénine : le nucléaire fait disparaître complètement les liens entre guerre et révolution. Par le passé, la guerre a souvent servi de détonateur à la révolution. D'où cette prédiction longtemps admise en URSS : une troisième guerre mondiale, si elle était déclenchée par l'impérialisme, déboucherait sur de nouveaux bouleversements sociaux qui mettraient, pour de bon, un terme au système capitaliste. Le nucléaire fait disparaître le lien de cause à effet entre guerre et révolution.

Enfin, toutes ces idées débouchent sur une nouvelle conception de la coexistence pacifique. Pour Gorbatchev, le monde capitaliste n'est pas en état de crise générale ou sur le point de s'effondrer sous le poids de ses contradictions, mais constitue une force dynamique impulsant le changement technologique à une échelle sans précédent. Il faut dès lors en finir avec le ton triomphant sur la suprématie du marxisme-léninisme et sur le différend idéologique. La notion de coexistence pacifique, dans cet esprit, ne doit plus être conçue comme un stade purement temporaire, ce qui implique l'abandon de l'idée d'une victoire finale du socialisme mondial, même sans guerre.

En somme, la vision de Gorbatchev suppose un changement radical du système international d'alors. Loin d'être utopique, elle a puissamment contribué à dissiper ce que les non-alignés avaient désigné comme étant l'origine du mal : la méfiance. Annonçant les progrès décisifs obtenus en matière de désarmement au cours du sommet Reagan-Gorbatchev de mai-juin 1988, le secrétaire d'Etat George Schultz explique le secret du succès : *“Jusqu'ici on s'est penché trop exclusivement sur la maîtrise des armements. Ce sont les causes mêmes de la méfiance entre les deux camps qu'il faut traiter”*<sup>9</sup>. Ronald Reagan exulte aussi en ce sens. *“Nous avons plus confiance l'un en l'autre... Un étranger est un ami qu'on n'a pas encore rencontré”*<sup>10</sup>.

9. Berg (E.), *La politique internationale depuis 1955*, Economica, 1989, p. 1274.

10. *Ibid.*, p. 1269.

Faute d'ennemi, le monde bipolaire prend fin. Le nouveau système qui émerge sur ses ruines paraît-il plus rassurant aux yeux des non-alignés ? Loin s'en faut. L'appel de Colombie, publié à l'issue de leur 11ème sommet en octobre 1995 en témoigne. "*L'effondrement d'une grande puissance, y lit-on, a rompu l'équilibre des pouvoirs et a instauré une instabilité latente au niveau mondial... Cet effondrement pourrait aboutir à une polarité inquiétante et néfaste, source possible d'inégalité et d'injustice, et par conséquent à une situation mondiale plus complexe et préoccupante*"<sup>11</sup>. Le système mondial est en désordre, toujours.

Quelles pourraient être les manifestations de cette polarité, source nouvelle du désordre ? Elles seraient nombreuses, mais la plus importante est, d'ores et déjà, constituée par les nouvelles possibilités offertes aux grandes puissances pour intervenir dans les affaires intérieures des plus faibles, soit unilatéralement soit par le biais du Conseil de sécurité plus libre dans son mouvement. Le désordre vient de là : des efforts plus dangereux et plus sournois visant à battre en brèche ce que le monde des non-alignés a toujours considéré comme le plus sacré : la souveraineté. Attentifs à ce danger, ces pays "*prennent note avec préoccupation de la tendance croissante et évidente, de la part de certains Etats, de favoriser leurs intérêts nationaux par le biais des décisions du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Ils considèrent que les initiatives destinées à préserver la paix et la sécurité dans le monde par des opérations de maintien de la paix doivent s'en tenir strictement aux buts et aux principes de la charte des Nations-Unies et ne doivent pas devenir une nouvelle forme d'ingérence dans les affaires internes des Etats*"<sup>12</sup>. L'ingérence culturelle surtout est à proscrire. "*Nous lutterons ensemble contre tout type de conditions, de mesures, de règles ou de politiques coercitives et unilatérales que l'on prétendrait nous imposer ou que l'on nous imposerait, ainsi que l'imposition de schémas étrangers aux caractéristiques religieuses, historiques et culturelles de nos pays*"<sup>13</sup>.

En somme, la sécurité des plus faibles et plus petits n'est guère plus garantie aujourd'hui qu'avant : antérieurement, elle était menacée par la volonté des deux Grands de les entraîner dans leur affrontement bilatéral et leur système de guerre ; actuellement, elle doit faire face à l'ingérence érigée en doctrine, anoblie, idéalisée ou tout simplement banalisée. A la coexistence pacifique formulée dans les cinq principes du Panch Shila au temps de Bandung, les non-alignés ajoutent aujourd'hui "*la coexistence de systèmes, de cultures et de sociétés différents*"<sup>14</sup>, règle de jeu fondamentale qu'il s'agit d'inscrire dans le "*nouveau système des relations internationales basé sur les principes de la justice, de l'équité et de la démocratie*"<sup>15</sup>.

11. *Documents d'actualité internationale*, n° 5, 1-3-1996, pp. 188 et 189.

12. *Ibid.* p. 189.

13. *Ibid.* p. 188.

14. *Ibid.* p. 190.

15. *Ibid.* p. 188.

Répétons-le pour conclure sur ce point : système des blocs ou système sans bloc, tout est désordre dans la mesure où il porte atteinte à la souveraineté. Le langage peut varier, l'objectif reste inchangé. Le combat tournant autour de ce thème, rien d'étonnant à ce que les adversaires de la souveraineté désignent à leur tour celle-ci comme la source du désordre.

### *B) Système des souverainetés*

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'évoquer ici le débat inépuisable sur le principe de la souveraineté. Nous avons affaire à un procès, pas à une analyse. Limitons-nous donc aux discours accusateurs, remettant en cause le système fondé sur ce principe. Parmi ces discours, le plus radical vient des partisans du "système mondial". Cette tendance est représentée par deux écoles : la première est connue depuis longtemps sous l'expression "gouvernement mondial" ; la deuxième est le courant néo-marxiste. En dehors de ces deux écoles, nombreux sont les procès faits au système des souverainetés. Citons-en quelques uns : le discours transnational, le discours fédéral, le discours de l'interdépendance, le discours interventionniste, le discours de l'ordre mondial. Examinons-les successivement.

#### *1) Le discours du "système mondial"*

Le "gouvernement mondial" d'abord. Il en existe plusieurs variantes, mais leur conception du désordre est la même. Globalement, on peut distinguer, dans leur procès, quatre arguments principaux : le monde se trouve dans un tel état d'anarchie que la guerre est inévitable ; l'élimination de la guerre est devenue une nécessité implacable ; cet objectif ne saurait être sérieusement réalisé par aucune mesure autre que le gouvernement mondial ; l'établissement de ce système fondamentalement nouveau constitue un moyen nécessaire et probablement suffisant pour instaurer un ordre mondial. Citons un nom célèbre parmi les défenseurs les plus convaincus de ce courant de pensée et d'action : Einstein. "*Dans les relations entre les Etats, déclare le savant, l'anarchie règne depuis toujours. Je ne pense pas que nous ayons fait un quelconque progrès dans ce domaine depuis ces quelques derniers milliers d'années*"<sup>16</sup>. Dans la littérature américaine, Grenville Clark et Louis Sohn ont fait parler d'eux et de leur slogan : "*world peace through world law*". Ni les auteurs ni leur devise n'ont pu, cependant, convaincre leurs détracteurs qui demandaient : quelle paix, quel droit ?

Le discours néo-marxiste ensuite. Puisque l'Etat est un instrument d'oppression de classe, la structure étatique est incompatible avec un régime humaniste. La lutte principale se produit ainsi à l'intérieur des Etats, mais elle

16. Claude (I.-L., Jr.), "Appraisal of the Case for World Government", in : Pfaltzgraff (R.-L.) (ed.), *Politics and the International System*, 2nd ed., The John Hopkins Univ. 1972, p. 586.

n'est pas sans rapports avec l'organisation capitaliste mondiale. Immanuel Wallerstein l'explique avec sa théorie des trois catégories d'États : dans l'économie mondiale, certains États se trouvent au centre, d'autres à la périphérie, d'autres encore à la semi-périphérie. Chaque catégorie d'État noue avec le mode global de production des rapports particuliers et assume des fonctions économiques distinctes. Cette organisation capitaliste de la société internationale durera encore quelque temps, mais elle sera remplacée progressivement par le mode de production socialiste. Et un gouvernement mondial socialiste prendra finalement forme à travers un processus de conflits et de luttes<sup>17</sup>. Il est vrai que tout cela a été conçu avant la chute des régimes de l'Est. Soyons donc brefs.

## 2) *Le discours transnational*

Le plus représentatif est celui des multinationales. L'image d'un monde avec frontières nationales et gouvernements jaloux de leurs prérogatives est désuète ; le nationalisme est irrationnel ; le capital est international ; le monde est un centre de commerce global. Tout cela est connu. Plus radicalement encore, on affirme que les liens que nouent les membres d'une organisation transnationale sont plus forts, plus solides que le sentiment de citoyenneté qui lie entre eux les membres d'une nation.

Cette idéologie a-nationale a l'avantage de s'appuyer sur une analyse sérieuse de la tendance à la mondialisation dont personne ne nie la réalité. Dans une large mesure, la mobilité du capital et de l'épargne internationaux, que renforce encore le développement des techniques d'information et de communication, fait perdre à la géographie tout son sens véritable. La "fin de la géographie", la "fin des territoires" sont proclamées haut et fort. "*Par l'expression «la fin de la géographie», écrit un auteur américain, j'entends la fin du rôle de l'État-nation en tant que déterminant de l'évolution économique... J'affirme que le concept d'État-nation devient suranné dans le domaine de l'économie et des finances et qu'il mourra dans cette arène bien avant que les politiciens et les peuples abandonnent leurs chères idées d'indépendance et de souveraineté*"<sup>18</sup>. Il n'en reste pas moins que les analyses sont plutôt prudentes et reconnaissent que "*les sentiments nationalistes, culturels etc. resurgissent à la première occasion*"<sup>19</sup>, alors que les "*sociétés apatrides*" se proclament déjà "*citoyens de Nestlé*", "*marchands de la paix mondiale*", bâtisseurs de la "*démocratie du consommateur*", éclaireurs de la "*conscience de classe internationale*"<sup>20</sup>.

17. Wallerstein (I.), "The Rise and Future Demise of the World Capitalist System : Concepts for Comparative Analysis", in : Falk (R.), Kim (S.-S.) and Mendlovitz (S.-H.) (eds.), *Toward a Just World Order*, Vol. 1, Westview Press, Boulder, Colorado, 1982.

18. O'Brien (R.), "The End of Geography. The Impact of Technology and Capital Flows", in : Durand (M.-F.), Lévy (J.), Retailé (D.), *Le Monde. Espaces et systèmes*, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques et Dalloz, 1992, p. 170.

19. *Ibid.*

20. Voir Cao-Huy Thuan, "Intérêt national et politique internationale", in : Cao-Huy Thuan (dir.), *Actualité de la question nationale*, P.U.F, 1980, p. 170.



C'est un fait, disent-elles en effet, que les multinationales contribuent à l'intégration régionale. Elles le font spontanément, de par leur nature intégrante. Du fait de leur faculté de faire abstraction des frontières nationales dans leurs activités de production et de commercialisation des produits, elles contribuent à créer une culture régionale et une manière de vivre commune. Leur production intégrée conduit les travailleurs dans un certain nombre de pays à entrer dans une coopération étroite dans leur travail et avec leur employeur. Particulièrement en Europe, des syndicats régionaux ont été créés pour défendre les intérêts de toute la région, le personnel directeur développe une perspective européenne et se perçoit comme ayant des intérêts et des points de vue transcendant les frontières<sup>21</sup>. A l'intérieur de l'Europe aussi, plusieurs produits, marques ou activités de publicité sont communs à plusieurs Etats. Bref, les multinationales pourraient aider à la fois à briser les frontières et à cristalliser des intérêts communs et des cultures communes susceptibles d'aboutir à la formation des groupes d'intérêts régionaux et au développement des tendances régionales. A l'intérieur de l'ex-Marché commun, affirment ainsi les théoriciens des multinationales, celles-ci ont travaillé pour la promotion de son intégration.

De la même façon, elles travaillent pour la paix entre les Etats en les rendant à tel point interdépendants les uns des autres qu'un conflit violent leur apporterait plus de pertes que de gains. Comme l'explique le président de la *Bank of America*, "cette idée que les multinationales peuvent être une force considérable de la paix mondiale n'est pas jusqu'ici explicitée. Au-delà des valeurs humaines engagées, les multinationales ont des intérêts directs, mesurables et puissants dans l'effort pour prévenir la guerre et d'autres soulèvements graves qui risquent de les couper de leurs ressources, d'interrompre leur communication et qui tuent leurs employés et consommateurs"<sup>22</sup>.

Puissance intégrante du capital, nous retrouvons cet argument dans le discours fédéral, chez les partisans de l'Europe comme chez ses adversaires.

### 3) Le discours fédéral

Pourquoi l'Europe ? Pour plusieurs raisons, répondent les partisans, mais la plus importante est que les pères fondateurs "ont considéré l'ère des Etats entièrement souverains comme ayant décliné. Ces Etats avaient été, il y a peu de temps, l'expression de la Démocratie et du Nationalisme modernes, et, partant, les forces politiques majeures du XIX<sup>e</sup> siècle. La soi-disante «Grande Guerre» de 1914-1918 avait clôturé cette période"<sup>23</sup>.

21. Blake (D.-H.) and Walters (R.-S.), *The Politics of Global Economic Relations*, Prentice-Hall Inc. Englewood Cliffs, New Jersey, 1976. p. 115.

22. *Ibid.* p. 116.

23. Lewis (D.-W.-P.), *The Road to Europe*, Peter Lang Publishing Inc. New York, 1993, Preface by Rector H. Brugmans.

La fin de la guerre entre les Etats de la région est l'objectif immédiat. *"L'union de l'Europe est devenue un empire sans empereur, un Commonwealth sans colonies, où l'expansion internationale est accomplie par le consentement des gouvernés, engagés non dans la pratique de la guerre mais dans sa proscription"*<sup>24</sup>.

Autre question : pourquoi l'Etat dépérit-il en Europe ? Parce que le capitalisme national et avec lui la bourgeoisie nationale tendent à disparaître. *"Une partie des capitalistes français, qu'on peut tenir pour la partie la plus avancée, tend à soumettre le territoire national à une organisation supranationale, et à donner forme idéologique à ce déplacement. Le capitalisme français est en train de se fondre dans le capitalisme international"*<sup>25</sup>. Plus clairement : *"L'Europe est en effet un espace requis par le développement du capitalisme européen... Les capitalistes n'ont pas de patrie, ils ne défendent pas ce qui ne les intéresse plus. Le cadre national est devenu non seulement inutile mais encombrant"*<sup>26</sup>.

#### 4) Le discours de l'interdépendance

Là aussi, l'argument transnational domine. Toutes les forces nouvelles ignorent aujourd'hui les barrières nationales, qu'il s'agisse de la production industrielle, de la distribution des produits, de la technologie ou de la communication par la voix et par l'image, de la mode et même de la manière de vivre. L'interdépendance est la loi suprême dans les relations entre les gouvernements et les sociétés nationales, la reine du temps moderne. Aucun pays ne peut y échapper : les rapports d'intérêts sont tels aujourd'hui que si un pays change de position, les autres seront affectés par ce changement. Tous sont alors obligés d'entrer dans des rapports de coopération qui profitent à tous. Le jeu de l'interdépendance, à la différence de l'aventure de la guerre, n'est, en effet, jamais un jeu à somme nulle. Une interdépendance grandissante fera en outre comprendre à tout le monde que la violence internationale entraîne des conséquences désastreuses pour tous et correspond de moins en moins aux aspirations humaines. Le réseau de plus en plus dense de l'interdépendance rendra alors les conflits armés de moins en moins désirables et finira par convaincre tous les participants que leurs intérêts sont essentiellement harmonieux et qu'il leur serait trop coûteux de rompre ces relations. A la longue, l'interdépendance et les multiples contacts qui se nouent à travers les frontières feront naître des sensibilités politiques et morales, des loyautés transnationales qui, si elles sont suffisamment fortes et universelles, pourraient servir de fondement à la paix et à l'amitié mondiales.

24. *Ibid.* Foreword.

25. Lafont (R.), *Sur le problème national en France*, cité par Soulier (G.), "L'Europe fédérale et l'Etat-nation", in : Cao-Huy Thuan, *op. cit.* p. 28-29.

26. Soulier (G.), *op. cit.* p. 29.

Que l'interdépendance soit un fait et même une nécessité, qui le nierait ? Ce n'est pas elle qui pose problème : c'est l'interdépendance *asymétrique* qui pousse nombre de pays faibles à éviter de s'engager dans de réseaux d'interaction qui se présentent. La Chine en a donné l'exemple, jusqu'au jour où elle s'est estimée suffisamment armée pour jouer ce jeu. Puisque l'entrée dans des relations d'interdépendance à niveau élevé avec des sociétés capitalistes dynamiques tourne au désavantage des populations dans les pays moins avancés<sup>27</sup> et au détriment de leur culture et de leurs richesses nationales, il est tout à fait naturel que des courants nationalistes s'y opposent. Loïn d'amener l'harmonie, l'interdépendance pourrait alors conduire à l'antagonisme, au conflit, à l'animosité. Il est également courant que des pays faibles recourent à des stratégies de regroupement à l'échelon régional ou dans des organisations internationales, ou à des alliances, y compris à des relations patron-client, pour corriger les effets pervers d'une interdépendance trop désavantageuse. Les relations conflictuelles réapparaissent dès la première lecture des intérêts : on voit les intérêts nationaux partout, les intérêts communs nulle part. D'où la croisade des "interdépendantistes" contre la réaction nationaliste des pays moins développés qu'ils considèrent comme une régression par rapport au progrès de l'humanité, et contre l'Etat-nation, cette "obsoleète" et "dangereuse" structure sociale barrant la route aux forces qui se proposent de produire au maximum pour apporter le maximum de "bien être mondial"<sup>28</sup>. De toute façon, disent-ils, les rapports d'interdépendance sont aujourd'hui tellement denses et complexes qu'ils finiront par transformer la vieille armure de la souveraineté en passoire. Inutile de créer le désordre par une ultime résistance contre le progrès.

##### 5) *Le discours interventionniste*

La souveraineté engendre le désordre lorsqu'elle permet aux gouvernements de se retrancher derrière elle pour commettre, en toute impunité, des actes de violation grave des droits de l'homme, soit contre une minorité soit contre leur propre peuple. Fustigeant cette souveraineté, des doctrines interventionnistes ont été élaborées, s'appuyant sur le droit naturel, sur l'éthique, ou sur une interprétation "révisionniste" de la Charte des Nations-Unies avec tout l'accent mis sur les clauses des droits de l'homme<sup>29</sup>. Le droit d'ingérence, enfant très légitime de notre civilisation de l'image, est la version la plus moderne de cette tradition. "*Les souverainetés*", écrit Bernard Kouchner, *ne se*

27. Voir le discours de Robert McNamara, président de la Banque mondiale, au Conseil économique et social des Nations-Unies : there "is a natural tendency for growth to be concentrated in the modern sectors of the economy" et "the trickle-down effect works too slowly, leaving hundreds of millions of people in a condition of desperate poverty". Cité par Knorr (K.), *The Power of Nations*, Basic Book Inc. Publishers, New York, 1975, p. 234.

28. Voir Knorr (K.), p. 231.

29. Voir Cao-Huy Thuan, "De l'intervention humanitaire au droit d'ingérence", in : Cao-Huy Thuan et Fenet (A.) (dir.) *Mutations internationales et évolution des normes*, P.U.F., 1994.

*mesurent pas à l'étendue des meurtres perpétrés à l'abri d'une frontière*<sup>30</sup>. Lorsqu'un homme souffre, la souveraineté n'a plus de sens : l'ingérence est alors le passeport<sup>31</sup>. D'où le devoir d'imposer un droit nouveau : celui de l'intervention humanitaire auprès des peuples en péril et, c'est l'essentiel, l'intervention auprès des hommes, un par un, qui composent ces peuples<sup>32</sup>. Un par un ? Assurément ! Que les États le prennent très au sérieux ! Et que des millions et sans doute des milliards d'hommes, de femmes et d'enfants concernés gardent bien le moral !

#### 6) *Le discours de l'ordre mondial*

La souveraineté est la bête noire de toutes les doctrines plaçant pour l'avènement d'un ordre mondial afin de mettre un terme au chaos actuel.

a) Le discours qu'on entend le plus souvent consiste à défendre la nécessité d'un minimum d'ordre. Marcel Merle l'exprime parfaitement dans le passage suivant qui conclut ses réflexions sur la sociologie des relations internationales : *"Le système international se trouve donc présentement aux prises avec des problèmes dont la gravité est sans comparaison possible avec ceux qu'il a pu rencontrer au cours de son histoire. Or la crise qui l'affecte se répercute inévitablement sur le sort des unités et des sous-systèmes qui le constituent. Dès lors, l'avenir du système international dépend, pour l'essentiel, du comportement des acteurs en présence. Ou bien ceux-ci continueront de se replier sur eux-mêmes et s'efforceront de tirer du désordre actuel le maximum d'avantages immédiats — auquel cas le blocage du système risque de s'accroître et de n'offrir d'autre alternative, à l'issue d'un conflit généralisé, que la domination d'une seule puissance ou le suicide collectif de l'espèce humaine. Ou bien les acteurs prendront conscience du danger et accepteront de se plier à un minimum de discipline commune, quitte à sacrifier la défense de leurs intérêts particuliers, pour jeter ensemble les fondements d'un ordre international digne de ce nom"*<sup>33</sup>. Le problème est de savoir comment se mettre d'accord sur ce "minimum"...

b) Aussi, ne saurait-on se fier aux États pour instaurer l'ordre mondial. Appuyons-nous plutôt sur d'autres forces : individus, groupes, humanité. Telle est la position qu'on pourrait qualifier de "globaliste-humaniste" et qui se résume comme suit : les élites gouvernantes pensent et agissent en termes d'intérêts nationaux, source de guerre, de pauvreté, d'injustice, de destruction, écologique et autres. Contre ces élites, pourquoi ne pas penser à la transformation de ce système existant par la mobilisation, à travers les frontières,

30. Kouchner (B.), *Le malheur des autres*, Paris, Odile Jacob, 1991, p. 255.

31. Kouchner (B.), *Ibid.*, p. 12.

32. Kouchner (B.), "La morale de l'extrême urgence", in : Bettati (M.) et Kouchner (B.), *Le devoir d'ingérence*, Paris, Denoël, 1987, p. 271.

33. Merle (M.), *Sociologie des relations internationales*, Dalloz, 3<sup>e</sup> ed. 1982, p. 504.

des couches populaires sans pouvoir qui auront intérêt à collaborer et à travailler ensemble pour défendre les valeurs humaines, la paix, l'équité, la dignité ou l'équilibre écologique ? Pourquoi ne pas opposer les intérêts humains aux intérêts nationaux ?

c) Mais la discussion la plus abondante de l'ordre mondial dans la littérature américaine tend à confondre celui-ci avec l'hégémonie des Etats-Unis. La stabilité de la société internationale et, en particulier, le bon fonctionnement de l'économie libérale exigent, selon cette version, une puissance hégémonique, capable d'assumer les responsabilités militaires et politiques nécessaires au maintien de l'ordre international. Clef de voûte du système érigé depuis 1945, les Etats-Unis ont joué ce rôle : garants de la sécurité générale, ils ont été aussi garants de la stabilité monétaire, garants de la sécurité des investissements, créateurs et arbitres des règles du libre échange, assurant ainsi l'expansion continue du régime libéral, la croissance accélérée des sociétés multinationales, le développement d'un environnement politique et économique propice à l'ordre libéral. Le "déclin" de l'hégémonie américaine diagnostiqué depuis la guerre du Vietnam et les crises pétrolières inaugurent le temps du désordre. Le régime qui était associé à cette hégémonie se désintègre : abandon de l'ordre de Bretton-Woods, entraînant de fortes turbulences monétaires et financières ; compétition anarchique entre les pays riches, écartant les principes et les règles du jeu du régime libéral ; intervention croissante de l'Etat, due en partie aux pressions intérieures, contribuant à la "politisation" de l'économie mondiale ; tensions internes dans les pays industrialisés, engendrées par les difficultés économiques et par une inflation paralysante...

Le trilatéralisme des années 1970 prend son origine dans cette situation. *"Le système international actuel est en crise"*, clame Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter. *"Il se pourrait donc bien que nous entrions dans une phase de la politique internationale caractérisée par de conflits plus durs entre pays industrialisés et pays en voie de développement ; par une exploitation éventuelle de ces difficultés de la part des pays communistes (...) ; et par une aggravation des tensions au sein des pays industrialisés eux-mêmes, aggravation susceptible parfois de menacer directement leurs intérêts démocratiques"*<sup>34</sup>. Rivalité avec les pays communistes, défi du tiers-monde, concurrence entre les pays industrialisés : le désordre est bien désigné. C'est *"une crise grave, évolutive et inhérente au système"*<sup>35</sup>. Contre ce désordre, le monde industrialisé et libéral-démocratique que représentent les Etats-Unis, l'Europe et le Japon doit établir une concertation politique permanente en vue de créer un *"nouveau système international"*<sup>36</sup>. C'est cette idée qui a présidé à la naissance de la "Commission trilatérale" dont le père était le banquier David Rockefeller et dont le directeur n'était autre que Brzezinski lui-même. Regroupant des élites dirigeantes de ces trois puissances industrielles, elle

34. Brzezinski (Z.), *Illusions dans l'équilibre des puissances*, L'Herne, 1977, p. 109.

35. *Ibid.* p. 123.

36. *Ibid.* p. 115.

avait pour mission de resserrer les liens entre celles-ci en encourageant la formation d'un consensus et tissant un réseau de relations personnelles entre les acteurs principaux du champ politique et économique. Il s'agissait bel et bien d'un effort transnational pour adapter le capitalisme aux nouvelles conditions économiques et politiques afin de garantir son avenir dans une économie à base non-territoriale face aux conflits possibles avec des unités politiques à base territoriale<sup>37</sup>. D'où la dénonciation faite de temps à autre de la souveraineté : égoïste, elle faisait obstacle à la nécessaire solidarité. Mais il s'agissait aussi, à travers la consolidation de la position prééminente de l'Occident capitaliste et industrialisé dans le monde, de "rétablir dans toute sa puissance l'hégémonie américaine, atteinte par le Vietnam et le Watergate, mais encore minée par l'attitude d'abandon qui a caractérisé l'élite dirigeante"<sup>38</sup>.

Hégémonie : le terme paraît quelque peu rébarbatif pour un pays qui aime à se représenter comme un *leader*, non un *hégémon*. De fait, quel système ordonné n'aurait pas besoin d'une hiérarchie et d'une direction centrale ? Brzezinski lui-même présente son "architecture" mondiale comme un système international pluraliste dans lequel le leadership américain s'exerce dans le respect du pluralisme occidental et mondial. N'empêche : le monde "aime à croire que l'hégémonie américaine est bien le résultat voulu du leadership américain"<sup>39</sup>. D'où une littérature particulièrement abondante pour définir le "leadership sans hégémonie"<sup>40</sup>, l'hégémonie étant de toute façon hors de portée américaine, mais le leadership demeurant, dans la bouche du secrétaire d'Etat Warren Christopher, "notre premier principe et la leçon centrale de ce siècle"<sup>41</sup>. Pas question que le leader renonce à sa propre souveraineté ; Bob Dole vient de le rappeler solennellement dans sa campagne électorale : "Les organisations internationales — qu'elles soient les Nations-Unies, l'Organisation mondiale du commerce ou toutes autres — ne protégeront pas les intérêts américains. L'Amérique seule peut le faire". Aussi, "la souveraineté américaine doit être défendue — non déléguée"<sup>42</sup>. Quid de la souveraineté des autres ? Le fait est que le plus fort, invoquant son rôle de pourvoyeur de sécurité, demande de temps en temps aux autres de faire des concessions, économiques ou autres. Il lui arrive aussi, pour défendre ses intérêts, d'intervenir militairement dans les autres pays. Et revoilà le discours interventionniste qui se déclenche... Ordre mondial ou suprématie ? Stanley Hoffmann résume le "dilemme américain" en ces termes<sup>43</sup>. Il se peut qu'ils soient synonymes.

37. Johansen (R.), "The Elusiveness of a Humane World Community", in : Falk (R.), *op. cit.* p. 209.

38. Cot (J.-P.), Préface à l'ouvrage de Brzezinski, *op. cit.* p. 28.

39. Hoffmann (S.), *Le dilemme américain : Suprématie ou ordre mondial*, Economica, 1982, p. 253.

40. Whitman (Marina v. N.), "Leadership without hegemony", *Foreign Policy*, n° 20, Autumn 1975.

41. Christopher (W.), "America's Leadership, America Opportunity", *Foreign Policy*, n° 98, spring 1995.

42. Dole (B.), "Shaping America's Global Future", *Foreign Policy*, n° 98, spring 1995.

43. Hoffmann (S.), *op. cit.*

Pour résumer le procès qui a été fait de la souveraineté, le mot qui résonne dans tous les discours est, on l'a vu, la "crise". Le monde des souverainetés est un "monde ingouvernable"<sup>44</sup>. Mais ce désordre est inhérent au système ; ce n'est pas le désordre "organisé". Pour que ce dernier argument soit avancé, il faut attendre que le tiers-monde ait pris conscience de l'injustice du système économique mondial et de sa capacité d'agir contre cette injustice. On passe au troisième procès.

### C) *Le système de l'injustice et de l'inégalité*

Jamais le terme "désordre" n'a été employé avec une telle abondance ni avec autant d'indignation : dépendance, exploitation, pillage des ressources, échange inégal, nouvel esclavage des temps modernes... ; "le désordre économique mondial actuel fait ressembler de plus en plus notre planète à un «bateau ivre», poussé vers sa perte dans un naufrage pourtant évitable"<sup>45</sup>. Qu'une telle situation ait pu se perpétuer est inacceptable, déclare l'ancien président mexicain, Luis Echeverria. "Il ne peut exister, dit-il, une communauté d'hommes libres qui puisse se fonder indéfiniment sur l'exploitation, la misère et l'ignorance du plus grand nombre. L'histoire, maîtresse et mère, l'a révélé avec du sang, de la douleur et des larmes"<sup>46</sup>. A ce désordre "organisé"<sup>47</sup>, institutionnalisé, les pays du tiers-monde réclament de substituer un "nouvel ordre économique international" destiné à "protéger leur indépendance et leur souveraineté neuves contre la précarité dont les frappe le système actuel des relations internationales très incomplètement purgé des «faits de domination»"<sup>48</sup>. Que le monde riche ouvre enfin les yeux et prenne conscience de la situation explosive : "nous sommes en droit de comparer cette myopie à la complaisance de l'absolutisme de la veille des grandes révolutions sociales des deux dernières centennies" (sic)<sup>49</sup>.

Dans le contexte des années 1974 où le monde occidental commence à connaître les premiers symptômes d'une crise profonde et inquiétante, ce ton de colère fait mouche. Pour la première fois, la "force des faibles"<sup>50</sup> faillit ébranler le *statu quo*. L'ONU, promptement, proclame avec solennité la détermination commune des Etats membres de "travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le

44. Hoffmann (S.), *op. cit.* p. 187.

45. Bedjaoui (M.), *Pour un nouvel ordre économique international*, Unesco, 1979, p. 20.

46. *Ibid.*

47. *Ibid.* p. 20.

48. *Ibid.* p. 11.

49. *Ibid.* p. 23.

50. Henry (P.-M.), *La force des faibles*, Ed. Entente, 1975.

*fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement et assurera dans la paix et la justice aux générations présentes et futures un développement économique et social qui ira en s'accéléralant*<sup>51</sup>. Une "charte des droits et devoirs économiques des États" est adoptée à la fin de cette même année. A l'instigation de la France, le dialogue Nord-Sud s'établit.

Peu de choses cependant aboutissent. Les dirigeants des deux camps se rencontrent à Cancun en octobre 1981 ; François Mitterrand laisse le souvenir de ses belles paroles — et rien d'autre. Chose plus grave : les pays du Nord laissent entendre qu'ils ne veulent discuter des grands problèmes globaux — dette, stabilité monétaire, transfert de ressources internationales... — dans le cadre de l'ONU ni ne sont disposés à reconnaître les décisions sur le développement déjà prises en son sein. Aussi un certain nombre de problèmes qui ont été abordés à l'intérieur de l'ONU sont-ils retirés de sa compétence. La CNUCED, œuvre du Groupe des 77, continue son travail, notamment sur le commerce et les marchandises, mais le GATT est devenu aujourd'hui le forum principal des négociations commerciales. La génération des Lester Pearson, des Willy Brand, des Olof Palme ayant disparu, une offensive générale contre l'ONU est menée dans les pays du Nord, accompagnée d'un appel à conduire la coopération économique par la voie bilatérale ou à travers les institutions financières où ces pays bénéficient de mécanismes de vote plus avantageux.

On comprend pourquoi les pays non-alignés font aujourd'hui du thème de la démocratisation des Nations-Unies un des trois objectifs de leur combat à côté de la justice et de l'équité. Ils veulent rappeler d'une part le rôle essentiel de l'ONU en matière du développement et d'autre part la nécessité de soumettre la totalité du système des Nations-Unies à une révision radicale, garantissant mieux l'équilibre dans les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, la responsabilité de celui-ci devant celle-là, et la transparence dans le travail du Conseil. En fait, ces trois objectifs sont toujours allés de pair dans les revendications du tiers-monde et plus particulièrement dans celles des pays non-alignés au sujet du nouvel ordre économique international. La raison en est que l'instauration de ce nouvel ordre requiert la création de normes juridiques nouvelles ainsi qu'une refonte et un raffermissement des institutions internationales, ce qui suppose nécessairement une révision du système de l'ONU conçu à l'origine pour servir les intérêts des grandes puissances. Cette réforme peut être envisagée de deux manières de portée inégale : soit une refonte généralisée touchant l'ensemble des institutions dans leurs rapports et leur compétence, soit une restructuration et un réaménagement limités aux secteurs économiques et sociaux. C'est la seconde approche qui a été antérieurement retenue. Toute une série de propositions ont été ainsi faites par les pays du tiers-monde en vue de la démocratisation des relations internationales par laquelle, pensaient-ils, devait passer la mise en place progressive du nouvel ordre économique international : représentation équitable dans les

51. ONU, Assemblée générale, 6<sup>e</sup> session extraordinaire, 2-5-1974.



organes des Nations-Unies, élaboration démocratique des décisions internationales, raffermissement du rôle de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en matière de développement, création des avant-postes régionaux, révision de la Charte pour permettre l'introduction des concepts juridiques nouveaux, création des institutions spécialisées, bref, une réorganisation structurelle pour rendre possible une participation égalitaire à toutes les décisions d'intérêt commun.

En d'autres termes, on pensait que l'instauration d'un nouvel ordre économique international était inséparable de la création d'un nouvel ordre juridique et d'un nouvel ordre politique rendu possible par la démocratisation de la vie internationale. Rêve sans fondement, commente Marcel Merle, compte tenu de la disparité des forces entre les Etats et de la faible représentativité dont jouissent beaucoup de gouvernements en place<sup>52</sup>. N'importe : le cri d'indignation de Boumédiène à la 6<sup>e</sup> session extraordinaire de l'Assemblée générale (avril 1974) sonne toujours dans le cœur des dirigeants des pays non-alignés : "*L'accroissement du nombre des Etats indépendants, au lieu d'entraîner une participation équitable aux responsabilités dans la vie internationale, s'accompagne au contraire d'une concentration plus poussée des pouvoirs de décision au profit d'un cercle restreint de puissances*"<sup>53</sup>.

La fin de la guerre froide et la volonté de ces puissances de faire des Nations-Unies l'organe de légitimation de leurs interventions multipliées donnent une vie nouvelle et une actualité accrue à ce cri de combat. Le thème de la démocratisation des Nations-Unies reçoit une nouvelle vigueur avec l'adoption, par les pays non-alignés, d'une approche plus radicale. Ils soulignent le rôle de l'Assemblée générale en tant que la plus haute instance de délibération et de décision, le principe de l'indispensable responsabilité du Conseil de sécurité devant elle, la nécessité d'une démocratie et d'une transparence totales dans les activités de ce dernier, "eu égard à ses pratiques et actions récentes". Le Conseil de sécurité constitue incontestablement la cible privilégiée des propositions de réforme : le droit de veto doit être progressivement restreint jusqu'à son élimination complète ; le nombre des membres doit être augmenté en respectant la représentation équitable ; l'efficacité de son action doit être assurée par une révision de ses méthodes de travail. Démocratisation, transparence, efficacité accrue, meilleur équilibre des fonctions des principaux organes : de nombreuses autres propositions vont également dans ce sens pour prévenir les abus et les tentatives de détournement du système des Nations-Unies par les grandes puissances. Dans ce sens aussi, les opérations du maintien de la paix font l'objet d'une mise en garde particulière : elles "*ne doivent pas devenir une nouvelle forme d'ingérence dans les affaires internes des Etats*"<sup>54</sup>.

52. Merle (M.), *op. cit.* p. 500.

53. Bedjaoui (M.), *op. cit.* p. 199.

54. *Documents d'Actualité internationale, op. cit.* p. 189.

Car la souveraineté importe aussi en matière de développement. Des tendances nouvelles sont apparues depuis l'effondrement du modèle socialiste, menaçant la liberté de choix des pays du tiers-monde. L'appel de Colombie les dénonce : *"l'apparition d'un modèle de développement fondé sur le marché s'est accompagnée d'efforts tendant à transférer au secteur privé la totalité des responsabilités de la coopération internationale au développement... Les investissements privés étrangers tendent à se concentrer dans quelques pays en développement et dans certains secteurs, et une partie importante de ces ressources est spéculative et volatile. L'infrastructure sociale et économique des pays en développement reste à la traîne et freine les perspectives de croissance"*. Bref, *"l'économie de marché à outrance, annonciatrice d'instabilité sociale"* aggrave l'injustice et l'inégalité tant sur le plan intérieur qu'extérieur. La conclusion s'impose, mais elle n'a rien d'innovateur : *"dans la mesure où l'on ne peut imposer de modèles de développement, les chefs d'Etat ou de gouvernement encouragent des approches de développement alternatives conformes aux priorités et besoins nationaux de chaque pays non-aligné"*<sup>55</sup>.

Combat d'arrière-garde pour une cause oubliée ? On a tendance à le croire, tant des problèmes urgents occupent l'agenda des grandes puissances dans cette période de transition. L'ONU surtout en donne l'impression : la publicité, par Boutros Boutros-Ghali, de son *"Agenda pour la paix"* en témoigne. Et c'est justement pour effacer cette fâcheuse impression que le secrétaire général s'empresse de publier *"Un agenda pour le développement"* d'où se dégage un parfum d'optimisme. *"L'effort de développement, pense-t-il, peut être considéré comme ayant passé de l'étape de confrontation à l'étape de non-confrontation pour entrer aujourd'hui dans une étape où la conciliation, le consensus et le progrès commun sont possibles et nécessaires"*<sup>56</sup>. Il réaffirme le rôle de l'ONU : *"Les Nations-Unies constituent le mécanisme existant et sont les mieux préparées pour faciliter le travail d'accomplir une nouvelle rationalité de développement"*<sup>57</sup>. Point de vue que soutiennent les pays non-alignés et les autres pays du tiers-monde qui n'ont manqué aucune occasion pour le rappeler : à Bangkok par exemple, lors du sommet euro-asiatique de mars 1996<sup>58</sup>.

Combat d'arrière-garde ? Rien n'est moins sûr. Car l'injustice du système et la misère d'une si grande majorité de l'humanité risquent de faire boomerang sur les sociétés occidentales elles-mêmes. Nous le verrons en examinant les désordres.

55. *Ibid.* p. 191.

56. Boutros Boutros-Ghali, "A New Departure on Development", *Foreign Policy*, n° 98, *op. cit.*

57. *Ibid.*

58. Sommet euro-asiatique, Déclaration du Président de la rencontre (Bangkok 2-3-1996) *Documents d'Actualité internationale*, n° 8, 15-4-1996.

## II - LE DÉSORDRE, CE SONT LES DÉSORDRES ACTUELS

La deuxième manière d'aborder le désordre international est de confondre désordre et désordres : le désordre est le fait de désordres ; pour le comprendre, il suffirait de les désigner. C'est incontestablement la manière la plus courante. Malheureusement, les désordres sont tellement divers, étant donné la complexité des problèmes du monde moderne, qu'aucun travail d'identification ne saurait être satisfaisant. Prenons, encore une fois, l'exemple de la déclaration finale du sommet de Colombie : *“les chefs d'Etat ou de gouvernement expriment leur préoccupation en ce qui concerne l'exacerbation de conflits et différends existants et l'émergence de nouveaux conflits ainsi que la réapparition d'anciennes rivalités ethniques, religieuses, économiques et sociales que l'on croyait disparues. Parallèlement, ils observent que l'effondrement d'une grande puissance a rompu l'équilibre des pouvoirs et a instauré une instabilité latente au niveau mondial. Ils soulignent que le monde d'aujourd'hui est encore loin de connaître la paix, la justice et la sécurité. Les controverses latentes, les conflits violents, l'agression et l'occupation par des puissances étrangères, l'ingérence dans les affaires internes des Etats, les politiques d'hégémonie et de domination, les luttes ethniques, l'intolérance religieuse, la xénophobie, les nouvelles formes de racisme et de nationalisme borné représentent, entre autres, des obstacles majeurs qui menacent la coexistence harmonieuse entre les Etats et les peuples et qui peuvent mener à la désintégration des Etats et des sociétés. Ils manifestent leur répulsion à l'égard des violations systématiques des droits de l'Homme et du droit humanitaire ainsi que de la perpétration d'actes de génocide et de crime de lèse-majesté dans plusieurs régimes du monde”*<sup>59</sup>.

Ce sont les désordres que tout le monde dénonce depuis la fin de la guerre froide. Mais la liste est loin d'être exhaustive ! Chaque observateur peut en ajouter d'autres selon sa propre conception de la politique internationale et en se référant à l'ordre qu'il préconise : tout ce qui perturbe cet ordre devient désordres. On les déplore et on propose des solutions pour les réduire : mais on ne parle plus de “crise du système”.

Cela veut dire très simplement que tout effort de typologie sera vain en dehors des distinctions banales : désordres structurels, désordres conjoncturels ; désordres géopolitiques, désordres socio-économiques ; désordres aux yeux du Sud, désordres selon le Nord...

Prenons à tout hasard trois exemples. Le premier est l'ouvrage de Bertrand Badie : *“La fin des territoires”*. L'ouvrage a pour sous-titre : *“Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect”*. En fait, le désordre qu'analyse l'auteur est un désordre : le désordre territorial. Un désordre parmi d'autres. Ceci apparaît très clairement dans la présentation

59. Doc. d'Act. inter. n° 5, 1-3-1996, p. 188.

de l'ouvrage : "A mesure que la définition des peuples s'efface, l'affirmation des droits d'autodétermination suppose une remise en cause globale et désacralisée des territoires. Il en résulte un désordre..."<sup>60</sup>.

Le second exemple est un ouvrage qui se présente comme un essai géopolitique : "*Le nouveau monde*". L'auteur, Pierre Lellouche, retrace l'évolution internationale "de l'ordre de Yalta au désordre des nations"<sup>61</sup>. Le désordre vient, selon lui, du fait que "nous sommes encore très loin de maîtriser les forces qui détermineront le futur système mondial". Quelles sont ces forces ? L'ordre bipolaire d'hier, explique Lellouche, reposa sur trois éléments structurants et unificateurs : la puissance, l'idéologie et l'atome. Or l'équilibre de la puissance est rompu aujourd'hui avec la disparition de l'Union soviétique ; la démocratie n'est pas sûre de triompher sur les nouvelles idéologies en vogue, nationalisme, intégrisme ou autres ; la prolifération nucléaire fait planer une menace bien plus réelle de destruction. Au clivage d'hier entre socialisme et libéralisme se substitue aujourd'hui une dialectique encore vague entre les forces de l'intégration et celles de la fragmentation. Ce sont les "défis" et les "pulsions" soulevés par cette fragmentation qui constituent les désordres nous menaçant. Pulsions du Sud révélées par une triple révolution souterraine : explosion démographique, militarisation croissante, fièvre nationaliste. Défis au Nord qu'on peut ramener à trois : hypothèque post-soviétique ; transition difficile de l'Europe de l'Est vers la démocratie et le libéralisme ; partage de la puissance économique et technologique entre les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. Pulsions et défis qui créent des "enjeux" faisant peser sur la destinée de l'Europe et de la France un certain nombre d'incertitudes : incertitude des principes devant gouverner le monde, incertitude sur la puissance américaine, incertitude sur le rôle futur du Japon, incertitude sur la capacité de l'Europe de se structurer et d'assumer sa place dans le monde, incertitude quant à l'avenir de l'Occident face à la montée en puissance de l'Asie. Autant de désordres qui plongent notre monde dans un "non-système" que représente cette période de transition<sup>62</sup>.

Le troisième exemple est un article de Daniel Bell daté de 1977 et concentré sur les désordres structurels de nature socio-économique<sup>63</sup>. Il est vieux, mais, justement, les désordres qui y sont présentés ne diffèrent pas sensiblement de ceux dont on parle aujourd'hui.

Bell relève quatre problèmes structurels auxquels doivent faire face les pays industrialisés dans leur effort pour maintenir la stabilité et le progrès économique.

60. Badie (B.), *La fin des territoires*, Fayard, 1995, p. 4 de la couverture. Voir aussi p. 256.

61. Lellouche (P.), *Le nouveau monde. De l'ordre de Yalta au désordre des nations*, Grasset, 1992.

62. *Ibid.* p. 35.

63. Bell (D.), "The Future World Disorder", *Foreign Policy*, n° 27, Summer 1977.

Le premier est ce qu'il appelle le "*double lien des économies avancées*". Le capitalisme traverse une période de changements structurels dont le trait le plus marquant est le rôle capital que joue l'Etat. Or l'intervention de l'Etat ne se limite pas à l'aide à la formation et à l'accroissement du capital — à "l'accumulation" dans le jargon marxiste ; elle doit aussi répondre aux demandes de plus en plus accrues des citoyens en matière de sécurité des revenus, de services sociaux, de sécurité sociale, c'est-à-dire aux problèmes de légitimation dans le langage de Max Weber. Ces exigences entraînent depuis les années trente une augmentation considérable des dépenses publiques et, depuis les années soixante, des dépenses sociales. Si cette tendance continue à ce rythme, qui financera ces dépenses ? Et si celles-ci ne peuvent être financées par un accroissement économique, quel moyen peut-on appliquer en dehors de l'accroissement des impôts, de l'inflation ou des emprunts extérieurs ? Les conséquences ne surprendront pas : "surcharges" dues à des attentes trop nombreuses, crise de légitimité d'après Habermas, ingouvernabilité des démocraties selon Huntington... Les gouvernements seront obligés de redéfinir sans cesse le seuil acceptable du chômage et de l'inflation. Tâche inconfortable en raison des pressions déflationnistes, surtout des économies en déclin, car chaque groupe social cherche à échapper à la réduction nécessaire de son "gâteau", renforçant ainsi la tendance corporative, catégorielle, sectorielle dans les revendications politico-sociales au détriment des institutions démocratiques classiques : partis politiques, syndicats, Parlement...

Le second problème concerne les dettes publiques et le risque qui en découle : le protectionnisme. Riches et pauvres, tous les pays y sont confrontés. Chez les riches, et même les plus riches, les dettes intérieures, accumulées sous l'influence d'une pratique keynésienne, sont aggravées par les dettes extérieures très inquiétantes. Quant aux pays pauvres déjà écrasés sous le poids de l'endettement, tout emprunt nouveau ne peut provenir que des institutions internationales, mais les conditions imposées par le FMI sont telles qu'ils n'ont pas de choix entre des mesures d'austérité socialement désastreuses et politiquement suicidaires et la réduction des importations. Pour le monde dans son ensemble, cette dernière mesure constituera un jeu à somme négative et contribuera à la récession générale jusqu'à ce que les pressions inflationnistes soient purgées du système. Quand, où et comment cela se produira-t-il ? Nul ne le sait. Dans l'attente de bonnes nouvelles, la sirène du nationalisme économique et du protectionnisme risque de faire des victimes parmi les puissances industrielles.

Le troisième problème est le défi démographique et les conséquences qui en résultent : où ira le "surplus" des pays sous développés ? Faudra-t-il dresser des barbelés à la frontière ? Ou opérer de temps à autre des coups de filet dans des quartiers trop colorés ?

Le quatrième problème vient des rapports avec ce Sud. Une des stratégies conseillées pour y éradiquer la "pauvreté absolue" consiste à établir un niveau d'investissement élevé sans lequel ni croissance ni redistribution substantielle des revenus ne seraient concevables. Cette stratégie n'annonce-t-elle pas déjà une ambiguïté menaçante pour le Nord ?

Voilà, en substance, les désordres signalés en 1977. Sont-ils différents de ceux attribués à la situation actuelle ? Déjà, souligne Bell, ils ne sont pas si différents de ceux qui, dans les années trente, avaient contribué à saper l'autorité des gouvernements, à miner leur légitimité et à détruire les régimes démocratiques. Quatre, surtout, ont joué un rôle déterminant : le chômage qui a frappé les pays occidentaux de plein fouet ; l'impasse parlementaire résultant de l'incapacité des partis politiques à réunir une majorité cohérente ; l'extension du chômage aux élites ; l'étendue et l'intensité de la violence privée. C'est sur ce terreau bien préparé que le fascisme s'est développé en Europe. Ces quatre symptômes se reproduisent en 1977, les mêmes : le chômage, la montée des partis extrémistes, le déclin des Parlements, des élites angoissée. D'autres parallèles non moins frappants sont relevés : le terrorisme et surtout les dangers de la fragmentation, géographique et ethnique. En 1977, les signes de l'éclatement de la Yougoslavie et l'affirmation identitaire dans les pays de l'Europe de l'Est ont été déjà remarqués.

Que voulons-nous dire en citant et résumant un vieil article de Bell ? Simplement que les désordres structurels de nature socio-économique peuvent s'installer durablement, transcendant plusieurs "systèmes" ou "ordres" internationaux successifs, celui de l'entre-deux-guerres, celui de la guerre froide, celui de la détente, ou le "non-ordre" actuel pour paraphraser Lellouche. La drogue par exemple, dénoncée à l'heure actuelle comme le plus pernicieux des "désordres" internationaux, pourrait légitimement prétendre que son existence remonte au moins jusqu'à cette guerre qui porte un joli nom : la "guerre de l'opium". Et "nouvel ordre" après "nouvel ordre", son avenir semble se prolonger, prospère et avec beaucoup d'enfants. Elle n'est pas accusée comme étant la cause du désordre international. Elle fait partie des désordres qui, ensemble, troublent un ordre existant et provoquent donc le désordre.

\*\*\*

Dernière remarque pour conclure : on peut discuter sans fin sur le désordre international tout simplement parce qu'on peut discuter sans fin sur l'ordre international. Dans un grand débat sur ce sujet qui a eu lieu en 1965 à Bellagio, en Italie<sup>64</sup>, R. Aron a essayé de mettre un peu d'ordre dans les discussions en distinguant cinq manières possibles d'aborder les problèmes de l'ordre international. Les deux premières manières sont purement descriptives :

64. Hoffmann (S.), "Report of the Conference on Conditions of World Order", June 12-19, 1965, Villa Serbelloni, Bellagio, Italy, *Daedalus*, Spring 1966, p. 456.

l'ordre étant conçu comme tout effort pour aménager la réalité ou les rapports entre les parties. Les deux autres sont à moitié descriptives à moitié normatives : l'ordre étant alors défini soit comme les conditions minimales pour l'existence, soit comme les conditions minimales pour la coexistence. La dernière est purement normative : l'ordre entendu comme les conditions d'une vie heureuse. Aron proposait alors de concentrer les discussions sur la quatrième conception : à quelles conditions les hommes, divisés comme ils sont, seraient-ils capables non seulement d'éviter la destruction mais aussi de vivre ensemble de façon relativement convenable sur la même planète. Point de vue imprégné de réalisme et de bon sens. Et pourtant, que de désaccords non aplanis !

Tant que les hommes sont divisés aussi profondément et sur de si nombreux problèmes — culturels, idéologiques, religieux, nationalitaires... — toute discussion sur l'ordre international risque de mener à la cacophonie. Depuis 1965, le débat n'a pas semblé avancer et il n'avancera probablement pas. Mais cela n'a pas empêché le cercle académique de continuer à discuter doctement du problème. Cela ne nous empêche donc pas aujourd'hui de prendre plaisir à couper le cheveu du désordre en quatre.